



REJADD

Regroupement des Jeunes Africains pour la Démocratie et le Développement

Association créée le 11 Août 2006 sous le N° 2366/MATD

B P: 7411 Lomé –TOGO, Tél: (+228) / 90 24 44 28/ 90 14 73 84/ 90 24 62 14

E-mail : rejadd_aftg@yahoo.fr Blog web: <http://rejadd.blogvie.com>

DECLARATION DU REJADD RELATIVE AU RAPPORT DE LA CNDH TRAVESTI PAR LE GOUVERNEMENT DE HOUNGBO SUR LES ALLEGATIONS DES CAS DE TORTURE METTANT EN CAUSE L'ANR DU TRES CONTROVERSE MASSINA YOTROFEI.

C'est avec une forte indignation que le Regroupement des Jeunes Africains pour la Démocratie et le Développement(REJADD) a appris la falsification par le gouvernement de HOUNGBO du rapport de la Commission Nationale des Droits de l'Homme(CNDH) sur les allégations des cas de torture des détenus à l'Agence Nationale de Renseignements(ANR) dans l'affaire de la tentative de coup d'Etat.

Le REJADD considère qu'il est impardonnable qu'un gouvernement de la République avec à sa tête un ancien fonctionnaire onusien, troque un rapport d'enquête si important comme un cultivateur qui falsifie un diplôme du baccalauréat. Quel est ce model d'Etat de droit que les Gouvernants Togolais offrent-ils au peuple Togolais où tout se passe désormais comme si on était dans un Etat sauvage et voyou où la loi de la jungle ou du gangstérisme au sommet de l'Etat est érigée en permanence en système de gouvernance ? Quel est cet Etat de droit, où les Gouvernants ne se considèrent jamais comme des sujets de droit et où la puissance publique est en principe soumise au droit ? Quel est ce pays où les autorités, au lieu de protéger les droits de l'homme, protège plutôt des tortionnaires, des tueurs, des sanguinaires, des criminels et qui se rend complice de faux et d'usage de faux ?

Le REJADD dénonce avec dernière vigueur cette forfaiture et désordre du gouvernement, protecteur des tortionnaires et condamne les propos mensongers du ministre de la culture, monsieur Yacoubou HAMADOU, sur RFI, qui affirmait que le gouvernement n'a en aucun moment travestit le rapport de la CNDH et qu'il ne croit pas que le président de la CNDH, monsieur Kofi KOUNTE soit menacé par l'entourage du chef de l'Etat.

Le REJADD invite les autorités de s'atteler à mettre fin aux pratiques relevées dans le rapport authentique de la CNDH et à en punir leurs auteurs afin qu'aucun crime ne se nourrisse plus de l'impunité sur la terre de nos aïeux.

Le REJADD comprend aisément que le projet de la réconciliation nationale lancé en fanfare en 2008 par le gouvernement togolais n'est qu'une opération de charme politique destinée à tromper la communauté internationale et à se moquer purement et simplement du peuple togolais puisque le Colonel MASSINA de l'ANR, placé sous l'autorité de la Présidence de la République, certains hauts gradés de l'armée et certains caciques du parti RPT, pourraient enlever, persécuter, torturer et contraindre à l'asile des concitoyens en toute impunité, pour des contradictions démocratiques pourtant considérées comme le moteur de la dynamique démocratique ?

Face à la récurrence des atteintes aux droits de l'homme perpétrées par des hauts gradés de l'armée togolaise appuyés par des activistes du RPT dont les noms de certains sont cités dans le rapport authentique de la CNDH, comme le colonel MASSINA Yotroféi et le général Mohamed TITIKPINA, et l'usage de faux du gouvernement de statut quo de HOUNGBO, le REJADD se pose des questions sur la situation des Droits de l'Homme au Togo.

For de tout ce qui précède, le REJADD exige :

- La protection de la famille de monsieur KOUNTE, de ses proches et de ses biens ;
- La dissolution immédiate du gouvernement de HOUNGBO, coupable de faux et d'usage de faux ;
- La recherche des auteurs et des commanditaires de la falsification du rapport de la CNDH et leur assignation devant les tribunaux compétents pour qu'ils répondent de leurs actes crapuleux ;
- L'assignation en justice des auteurs des cas de torture et d'atrocités révélés par le rapport de la CNDH ;
- La libération de l'honorable Kpatcha et de ses co-accusés qui croupissent illégalement en prisons.

Nous lançons un appel pressant aux forces démocratiques et au peuple togolais dans son ensemble de répondre massivement à la marche de protestation des ODDH, ce vendredi 2 mars 2012 pour dire non à la culture de la torture au Togo, à l'exil des togolais et à la protection des tortionnaires par le gouvernement.

Fait à Lomé, le 25 Février 2012

Le Président national

JONHSON Kwassi Assiba Biova

Le Vice-président REJADD-FRANCE

GUEOUGADE Kouma Julien